



Ségur, déjà un mois...

Après un mois de participation au Ségur de la Santé, le CIH ne sait toujours pas quelles seront les décisions prises. Plus de 200 rassemblements avec près de 180 000 participants ont eu lieu partout en France mardi pour demander des actes immédiats et l'absence de « retour à l'anormal » pour l'hôpital public. Mais le Ségur s'est poursuivi sans changement, sans ébauche de texte de synthèse proposé aux organisations participant aux discussions.

Le Ségur ne sera-t'il qu'un nouveau « grand débat national », un grand moment d'échanges et de recueil de contributions, jamais exploitées, débouchant sur l'octroi de quelques milliards mais sans avancée changeant le quotidien des personnes concernées, soignants ou soignés ? Le CIH ne demande pas un moment de communication mais des décisions. Le CIH n'acceptera pas quelques primes pour les soignants et la poursuite des COPERMO¹ à l'identique avec réduction des lits selon des normes comptables élaborées loin des territoires et des populations. Le CIH n'échangera pas l'augmentation des salaires des personnels contre la réduction des effectifs. La loi de financement de la Sécurité sociale 2021 en gestation, ne doit pas à être l'occasion d'un nouveau plan d'économie fatal à l'hôpital public. Il faut engager une **refonte des modes de gouvernance et de financement de l'hôpital public**, restaurant la capacité d'initiative et d'action des professionnels de terrain. La logique doit être inversée, maintenant.

Le Ségur de la Santé omet les difficultés majeures de l'hôpital public dans ses débats. Les professionnels de l'hôpital public attendent la **fin de la pénurie de personnels et de matériels**, un coup d'arrêt à la gestion managériale et bureaucratique et une refondation de la gouvernance. Il est urgent d'annoncer les mesures simples que tous attendent : **moratoire des fermetures de lits et augmentation de 300 euros nets mensuels pour tous les bas salaires hospitaliers**. Le CIH est resté jusqu'à ce jour dans les discussions car il porte la confiance et les demandes des hospitaliers de toute catégorie ainsi que celles des usagers. Le CIH constate que le mot public disparaît des diaporamas présentés en séance. Le CIH rappelle que le service public de la santé est celui qui permet l'accès aux soins à tous, sans restriction financière, quelles que soient les pathologies prises en charge. Le service public de la santé est celui qui permet les soins intégralement remboursés par l'Assurance maladie obligatoire, c'est un des piliers de la République. Le CIH appelle la population qui a démontré son soutien le 16 juin, à poursuivre la mobilisation et à se joindre aux rassemblements à venir.

Le CIH demande que la semaine prochaine soit celle de la présentation de propositions concrètes et chiffrées pour l'hôpital public laissant une place au débat contradictoire. Ces propositions doivent comporter des mesures fortes à effet immédiat.

¹ COPERMO : Comité Interministériel de Performance et de la Modernisation de l'Offre de Soins validant les actions proposées par les Agences Régionales de Santé, sélectionnant les projets d'investissements financés par l'État et assurant le suivi des établissements en difficulté.